

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LE BLÉ—LES NÉGOCIATIONS AVEC L'URSS

M. A. B. Douglas (Assiniboia): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre chargé de la Commission canadienne du blé. La Commission est-elle engagée actuellement dans des négociations avec l'URSS et, si oui, où se tiennent-elles?

L'hon. Otto E. Lang (ministre d'État): Monsieur l'Orateur, je ne discuterai pas de ce genre de négociations, mais j'informe volontiers la Chambre que le commissaire en chef et le commissaire adjoint de la Commission canadienne du blé sont actuellement à Moscou.

LES EXPORTATIONS DE GRAINES
OLÉAGINEUSES

M. George Muir (Lisgar): Monsieur l'Orateur, une question supplémentaire ou connexe pour le ministre d'État, de la Saskatchewan. Vu l'intérêt manifesté par quelques pays acheteurs de nos produits pour nos stocks de graines oléagineuses, le ministre peut-il assurer à la Chambre et au pays que ces stocks sont assez abondants à nos points d'expédition pour répondre à toutes les demandes d'exportation actuelles?

L'hon. Otto E. Lang (ministre d'État): Monsieur l'Orateur, je le crois, mais je vais quand même vérifier à nouveau, au cas où l'on prévoirait des demandes supérieures aux stocks disponibles. Je vais voir à ce que nous ayons suffisamment de stocks aux points d'expédition.

LA CHAMBRE DES COMMUNES

LES COMITÉS ET LE STATUT DES DÉPUTÉS
INDÉPENDANTS

M. Harold E. Winch (Vancouver-Est): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Je tiens à vous dire d'emblée que cette question étant des plus délicates, il m'est difficile de la formuler. Pourrais-je demander au premier ministre, en sa qualité de premier ministre du Canada et de chef du parti libéral, lequel est au pouvoir, si le premier ministre est d'avis que quelqu'un ayant de l'expérience et des compétences devrait être renvoyé d'un comité ou d'un poste de responsabilité au sein de ce comité parce qu'il a changé d'allégeance et siège comme indépendant?

M. l'Orateur: Le député de Churchill a la parole.

[M. l'Orateur.]

LES AFFAIRES INDIENNES

LA MORTALITÉ CHEZ LES INDIENS—LA
CONSTRUCTION D'HÔPITAUX

M. Robert Simpson (Churchill): Monsieur l'Orateur, cette question est destinée au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Étant donné les révélations très inquiétantes contenues dans le rapport sur le taux élevé de mortalité chez les Indiens, le ministre utilisera-t-il ses bons offices pour prier ses collègues du cabinet de reconsidérer la politique actuelle qui consiste à ajourner les projets d'hôpitaux qu'on aurait dû construire dans le voisinage des collectivités indiennes ou à l'intérieur de celles-ci?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Je n'ai connaissance d'aucune politique de ce genre, monsieur l'Orateur.

LES FINANCES

MESURES SUSCEPTIBLES DE RÉDUIRE LE
TAUX D'INTÉRÊT

[Français]

M. Gilbert Rondeau (Shefford): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

Monsieur l'Orateur, j'ai confiance en votre jugement pour décider vous-même si les questions sont enfantines ou pas. Au fait, il ne sied pas au très honorable premier ministre de juger de la valeur d'une question, surtout pas d'une façon arrogante.

Étant donné que l'honorable ministre des Finances a déclaré hier que le taux de l'intérêt au Canada était trop élevé, le très honorable premier ministre aurait-il une solution à suggérer en vue de réduire le taux d'intérêt?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Oui, monsieur le président, si nous réussissons à enrayer l'inflation.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LA POTASSE—LES NOUVEAUX RÈGLEMENTS
DE LA SASKATCHEWAN

[Traduction]

M. John Burton (Regina-Est): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de l'Industrie et du Commerce. Comme certaines nouvelles prétendent exprimer ce que le gouvernement fédéral pense des règlements sur la potasse que le gouvernement de la Saskatchewan a annoncés récemment, le ministre peut-il informer la Chambre, maintenant, du point de vue du gouvernement au sujet de la constitutionnalité de ces règlements?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Au sujet des commen-